

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 – CHL/CP

**Arrêté préfectoral imposant à la S.A.S.  
LABORATOIRES KODAK des prescriptions  
complémentaires pour la remise en état du SECLIN**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
préfet du Nord,  
officier dans l'ordre national de la légion d'honneur  
commandeur dans l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU la lettre en date du 14 octobre 2004 de la S.A.S. LABORATOIRES KODAK informant de l'arrêt de l'installation de traitement photographique à base argentique de l'unité exploitée à SECLIN Zone industrielle Rue Marcel Dassault ;

VU le mémoire de cessation d'activité présenté par la S.A.S. LABORATOIRES KODAK ;

VU le rapport en date du 24 mars 2005 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU les observations écrites formulées par la SAS LABORATOIRES KODAK dans son courrier du 12 mai 2005 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 17 mai 2005 ;

VU le rapport en date du 8 juin 2005 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU les observations formulées par l'exploitant par courrier du 19 janvier 2006 ;

VU le rapport en date du 9 février 2006 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il résulte que les observations présentées peuvent être partiellement prises en compte.

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

La S.A.S. LABORATOIRES KODAK doit faire compléter le mémoire de cessation d'activité réalisé par la Société URS en date du 13 janvier 2005, notamment pour sa partie historique et documentaire, par un tiers expert dont le nom sera communiqué à l'Inspection des Installations Classées.

Le mémoire complété devra, en particulier, comporter :

- Une étude historique et documentaire ;
- Une étude d'investigations environnementales des sols et eaux souterraines ;
- Une Evaluation Simplifiée des Risques (ESR).

L'ensemble de ces études devra être réalisé conformément au Guide Méthodologique pour la Gestion des Sites (potentiellement) Pollués du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.

Les investigations environnementales, déjà menées, devront être justifiées afin d'assurer que les zones potentiellement à risque, déterminées à partir de l'étude historique et documentaire complétée, ont bien fait l'objet d'investigations.

Si de nouvelles zones à risque étaient suspectées, la S.A.S. LABORATOIRES KODAK devra soumettre un plan d'investigations complémentaires à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées.

Dans un tel cas, l'E.S.R déjà réalisée devra être reconduite en prenant en compte l'ensemble des résultats des investigations déjà menées et celles résultantes des investigations complémentaires.

### **ARTICLE 2 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

A partir du réseau piézométrique constitué pour respecter les termes de l'article 3 ci-dessus, l'Exploitant procédera à des prélèvements et analyses 2 fois par an (en période de basses et de hautes eaux). Les hauteurs d'eau (niveau statique) seront relevées lors de chaque prélèvement.

Paramètres à analyser	Norme/méthode
PH	NFT 90 008
Nitrates	NF EN ISO 10304-1, 10304-2, 13395, FDT 90 045
Cuivre	NFT 90 022, FDT 90 112, FDT 90 119, ISO 11885
Arsenic	NF EN 26595, NF EN ISO 11969, FDT 90 119, ISO 11885
Nickel	FDT 90 112, FDT 90 119, ISO 11885
Ammonium	

Les résultats des mesures prescrites ci-dessus doivent être transmis, sous forme de tableaux et de représentation graphique, à l'Inspection des Installations Classées au plus tard deux mois après leur réalisation. Ils seront accompagnés en tant que de besoin d'une interprétation de l'évolution des paramètres.

La fréquence et la nature des prélèvements et analyses pourront être modifiées ultérieurement par Arrêté complémentaire en fonction des résultats obtenus et de leur évolution.

### **ARTICLE 3 - ECHEANCIER**

Le respect des prescriptions du présent Arrêté devra être fait selon l'échéancier ci-dessous :

- Communication du nom du tiers expert et du cahier des charges de la mise à jour du mémoire de cessation d'activité : 1 mois ;
- En l'absence d'investigations complémentaires, communication du mémoire de cessation d'activité complété : 2 mois ;
- En cas d'investigations complémentaires, communication du mémoire de cessation d'activité complété : 4 mois ;
- Mise en place de la surveillance des eaux souterraines : 3 mois.

Les délais s'entendent après notification du présent Arrêté Préfectoral.

### **ARTICLE 4 – EVACUATION DES DECHETS ET MISE EN SECURITE**

Tout déchet (liquides, solides, terres souillées, etc.) doit être éliminé dans une installation dûment autorisée. Tout rejet au réseau d'assainissement collectif doit faire l'objet d'une autorisation préalable de la part du gestionnaire.

Les justificatifs de l'élimination de ces produits ainsi que les justificatifs d'élimination des cuves enlevées en 2001 devront être transmis à l'Inspection des Installations Classées sous quatre mois.

Les installations demeurant sur site doivent être mises en sécurité.

### **ARTICLE 5 - FORAGE**

Le forage présent sur le site doit être comblé ou obturé selon les règles de l'art sous un mois après notification du présent arrêté préfectoral. Le comblement de l'obturation du forage devra se faire en liaison avec un hydrogéologue extérieur.

### **ARTICLE 6 – FRAIS**

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent Arrêté Préfectoral complémentaire sont à la charge de l'Exploitant.

## **ARTICLE 7**

Faute par l'Exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1er.

## **ARTICLE 8**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté leur a été notifié;
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Ce délai est le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

## **ARTICLE 9**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de SECLIN,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de SECLIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

FAIT à LILLE, le 18 MAI 2006

Le préfet,

